



19.039

**Beschaffung
neuer Kampfflugzeuge.
Bundesbeschluss**

**Acquisition
de nouveaux avions de combat.
Arrêté fédéral**

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 24.09.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.12.19 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.12.19 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.12.19 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**Bundesbeschluss über die Beschaffung neuer Kampfflugzeuge
Arrêté fédéral relatif à l'acquisition d'avions de combat**

Art. 2 Bst. b

Antrag der Mehrheit
Festhalten

Antrag der Minderheit I
(Addor, Cattaneo, de Quattro, Dobler, Riniker)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II
(Glättli, Fivaz, Flach, Marti Min Li, Roth Franziska, Schlatter, Seiler Graf)
b. Ausländische Unternehmen, die im Rahmen der Beschaffung Aufträge erhalten, werden nicht verpflichtet, den Vertragswert durch die Vergabe von Aufträgen in der Schweiz zu kompensieren (keine Offsets).

Art. 2 let. b

Proposition de la majorité
Maintenir

Proposition de la minorité I
(Addor, Cattaneo, de Quattro, Dobler, Riniker)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II
(Glättli, Fivaz, Flach, Marti Min Li, Roth Franziska, Schlatter, Seiler Graf)
b. les entreprises étrangères qui se voient confier des mandats dans le cadre de l'acquisition ne sont pas tenues de compenser la valeur contractuelle par l'octroi de mandats en Suisse (pas d'affaires compensatoires).





Addor Jean-Luc (V, VS): De quoi s'agit-il pour la minorité I de la CPS en ce qui concerne le pourcentage des affaires compensatoires – les "offsets" – que nous voulons imposer aux entreprises étrangères qui se verront adjuger des mandats dans le cadre de l'acquisition d'un nouvel avion de combat? Ce pourcentage fait l'objet de la dernière divergence qui subsiste entre le Conseil des Etats et le Conseil national.

Cette différence de 20 pour cent dont nous parlons – qui constitue la seule divergence qui subsiste – entre les 80 pour cent décidés par le Conseil des Etats et les 60 pour cent auxquels s'en tient la majorité de notre commission concerne –

AB 2019 N 2269 / BO 2019 N 2269

il faut le dire – au premier chef la Suisse romande et le Tessin. D'où la mobilisation qui est intervenue, y compris de la part de la Conférence des chefs de département de l'économie publique de Suisse occidentale – qui compte le chef du département bernois, faut-il le préciser – et, bien sûr, la mobilisation d'un certain nombre d'élus, non seulement romands et tessinois, mais aussi alémaniques, car les enjeux concernent bel et bien tout le pays.

C'est vrai que l'essentiel – puisque nous parlons de sécurité –, ce sont les investissements que nous allons réaliser dans le domaine de la sécurité. Mais nous avons compris depuis longtemps – c'est le sens de la politique des "offsets" du Conseil fédéral – que ces investissements doivent aussi bien pouvoir être acceptés par la population que profiter à notre industrie. Le coût supplémentaire, indiscutable, des "offsets", c'est donc, entre autres, le prix de cette chance pour nombre d'entreprises de notre pays et, au passage, pour les milliers de travailleurs concernés.

Le montant de ce surcoût est contesté. Rien, en tout cas, ne permet d'affirmer que, en tenant compte de tous les paramètres, il se monte à plus de 2 à 5 pour cent. Ce prix est donc acceptable. Il a ainsi permis à certaines de nos entreprises de participer à des programmes de pointe comme Ariane ou encore Airbus. Ce prix, raisonnable, c'est donc – je le répète – celui d'une chance pour l'industrie suisse.

J'aimerais vous dire encore que, contrairement à ce que prétend le Conseil fédéral sur la base d'études discutables, d'importantes organisations qui regroupent les industries concernées – y compris des faïtières suisses et pas uniquement des organisations romandes ou tessinoises – nous assurent que notre industrie est bel et bien capable d'absorber ces 20 pour cent d'affaires compensatoires. Peut-être sont-elles bien placées pour le faire.

J'aimerais dire encore que ces 20 pour cent sont considérés en somme comme supplémentaires par la majorité de la commission, alors qu'ils ne le sont pas en réalité. Car la politique des offsets du Conseil fédéral est, de longue date, de pratiquer un taux à 100 pour cent. En réduisant ce taux à 60 pour cent seulement en plein processus politique, le Conseil fédéral, même s'il s'en défend, a donc bel et bien changé les règles du jeu en cours de partie.

Le Conseil des Etats a fait un geste en direction du Conseil national: de 100 pour cent d'affaires compensatoires – c'était sa position de départ –, il a accepté de passer à 80 pour cent seulement. Huitante pour cent, c'est d'ailleurs ce que proposait la Commission des finances de notre conseil. Cette position, que la minorité I ne fait que reprendre, est un bon compromis, dont on peut attendre qu'il permette de rassembler autour de ce projet – essentiel pour la sécurité de notre pays – les cantons, les industriels et les travailleurs de toutes les régions.

Lorsque – c'est certain – nous serons appelés à voter sur ce projet, chaque voix comptera. Voulons-nous donc prendre le risque, aujourd'hui – pour ceux qui tiennent à ce projet bien sûr –, de le faire capoter en nous accrochant d'une manière doctrinaire aux 60 pour cent seulement proposés par le Conseil fédéral et la majorité de la commission?

Au nom de la minorité I de la commission, je vous propose de ne pas prendre ce risque et de donner toutes ses chances à ce projet. Pour notre sécurité.

Fridez Pierre-Alain (S, JU): Monsieur Addor, je suis un peu étonné de vos paroles. Vous vous exprimez comme si, au travers de ces "offsets", on voulait acheter le vote des gens et acheter le soutien de l'économie. Est-ce que vous pouvez confirmer vos paroles comme quoi votre volonté, et vous venez de le répéter, est de donner toutes les chances au projet grâce à ces affaires compensatoires et à l'argent qui sera distribué. Choquant!

Addor Jean-Luc (V, VS): Monsieur Fridez, je suis surpris que vous soyez surpris de mes paroles. A mon tour de vous dire ma surprise d'un autre ordre: vous qui prétendez souvent être le porte-parole des travailleurs, vous ne l'êtes pas dans cette affaire.

Glättli Balthasar (G, ZH): Jede Stimme zählt – chaque vote compte: Dies war die wiederholte Aussage des



Sprechers für die Minderheit I.

Geschätzte Frau Ratspräsidentin, geschätzte Frau Bundesrätin – für Sie habe ich extra einen orangefarbenen Pullover angezogen –, es ist so:

In dieser Diskussion wird nur dann ehrlich gesprochen, wenn man so entrüstend ehrlich ist, wie das mein Vorredner war. Er hat gesagt, es gehe nicht um die Flieger. Er hat gesagt: Es geht darum, dass man Geld ausgeben muss, um die Stimmen der Romandie zu kaufen. Ich sage Ihnen: Weder die Romandie noch die Deutschschweiz, noch die italienische Schweiz werden entscheiden, ob sie Subventionen wollen oder nicht. Sondern die Stimmberechtigten werden entscheiden, ob sie dieses Flugzeug wollen oder nicht. Mein Respekt vor den Stimmberechtigten gebietet mir, dies zu sagen. Ich denke, wenn wir sagen, eine Vorlage sei da, um Kampffjets zu kaufen, dann wäre es korrekt von uns, dass wir sagen: Wir kaufen mit dem Geld Kampffjets und nicht Industriesubventionen.

Ich weiss, taktisch mache ich einen Fehler. Ich mache einen Fehler als Grüner: Wir sind gegen diese Kampffjetbeschaffung, weil wir sagen: Wenn man 6 Milliarden Franken für eine drängende Gefahr ausgeben muss, dann ist es sicher nicht in diesem Bereich. Das ist unsere Einschätzung. Die Einschätzung der Kommissionsmehrheit und des Bundesrates ist eine andere. Ich mache einen Fehler, denn ich müsste ja eigentlich möglichst hohe Offsets verlangen, damit es dann einfacher wird, dieses Geschäft in der Abstimmung zu bekämpfen. Es würde einfacher, denn man könnte fragen: Stimmen wir hier eigentlich über eine Subvention ab oder über was?

Aber ich finde, ein bisschen Redlichkeit in der Politik schadet manchmal nicht. In dieser Redlichkeit ist mein jetziger Minderheitsantrag zu verstehen. Ich nehme auf, was die SP-Fraktion das letzte Mal beantragt hat, wir hatten uns damals angeschlossen: null Offsets. Das heisst, wir geben jeden Franken dafür aus, wofür er gedacht ist, nämlich für Kampffjets.

Ich werde am Schluss Nein zur Vorlage sagen. Die grüne Fraktion wird am Ende Nein sagen. Sie können uns also, wenn Sie jetzt meinem Minderheitsantrag zustimmen, nicht so viel Freude machen, dass wir am Schluss das Geschäft annehmen. Da bin ich auch ganz transparent.

Ich erinnere mich noch an die Voten unseres ehemaligen Kollegen Amstutz, der in der vergangenen Legislatur gesagt hat, es gehe um die Sicherheit der Bevölkerung. Das war sein Mantra. Wenn schon, geht es darum, effektiv zu sagen, dass man die Einschätzung gemacht hat, man brauche möglichst viele Kampffjets, um die Bevölkerung zu schützen. Wenn Sie diese Einschätzung machen, dann sagen Sie Ja zu null Offsets, sagen Sie Ja zu meiner Minderheit! Dann haben Sie am meisten Geld für Kampffjets ausgegeben.

Die bittere Wahrheit ist, dass diejenigen, die sich hier als Vertreter der Armee ausgeben, eigentlich die Armee zum Vorwand nehmen, um die Regionen zu subventionieren. Es ist weder unter sicherheitspolitischen noch unter subventionpolitischen Aspekten eine taugliche Art und Weise, so vorzugehen. Wenn wir denn schon – was ja sonst in allen anderen Bereichen verboten ist – darüber sprechen wollen, welche verschiedenen Branchen in welchen Regionen wir mit Bundessubventionen fördern könnten, dann hätte ich eher noch ein paar zukunftsweisendere Vorschläge zu machen, als dass wir Rüstungsfirmen in unserem Land unterstützen. Geben Sie sich einen Schubs, stehen Sie dazu, dass Sie diese 6 Milliarden Franken für Kampffjets ausgeben wollen, und stimmen Sie meinem Minderheitsantrag – null Offsets – zu! Sonst, das muss ich sagen, glaube ich nicht, dass es Ihnen wirklich um diese Flieger geht. Vielmehr geht es Ihnen dann um eine versteckte Subventionierung der Industrie in diesem Land.

Glanzmann-Hunkeler Ida (M, LU): Herr Glättli hat ja gesagt, wir müssten ihm keine Freude machen und ihm zustimmen. Aber machen Sie doch uns, der Mehrheit der Kommission, eine Freude, und stimmen Sie unserem Antrag auf 60 Prozent Offset zu!

AB 2019 N 2270 / BO 2019 N 2270

Die Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP wird auch dieses Mal 60 Prozent Offset unterstützen. Der Ständerat hat zwar mit 80 Prozent einen Kompromissvorschlag eingebracht. Aufgrund der Argumentation, wie diese Geschäfte wirklich mit der Wirtschaft umgesetzt werden können, und weil noch weitere Geschäfte wie die bodengestützte Luftverteidigung (Bodluf) und das Programm für die Bodentruppen anstehen, die dann jeweils mit 100 Prozent Offset umgesetzt werden, bleiben wir bei unseren 60 Prozent und halten daran fest.

Für uns steht die Sicherheit, die wir mit den Flugzeugen gewährleisten können, an erster Stelle. Darin eingeschlossen ist auch die Beschaffungssicherheit. Uns ist es sehr wichtig, dass das Geld dann wirklich für die Flugzeuge eingesetzt werden kann, aber auch, dass die Industrie, die dabei mitarbeitet, allenfalls auch Gegengeschäfte leisten kann.

Über das Wochenende haben wir noch Briefe erhalten, die wieder 100 Prozent Offset fordern. Diese Schreiben



kamen aus der Westschweiz. Ich verstehe es nicht, wenn man die Argumentation, die wir hier immer gemacht haben, nicht hören will und immer wieder etwas anderes fordert. Wir werden für die Kampfflugzeuge nach wie vor 6 Milliarden Franken ausgeben – und diese 6 Milliarden werden mit 60 Prozent Offset belastet. Es gibt aber, wie ich gesagt habe, noch andere Geschäfte. Diese werden mit 100 Prozent Offset belastet, so oder so. Das ist so vorgesehen. Man kann jetzt nicht einfach sagen, man wisse nicht, ob das dann komme. Also ich weiss nicht, ob Sie alle so sicher sind, dass das, was wir hier diskutieren, kommt. Ich setze mich dafür ein, und für mich ist es klar, dass wir das wollen.

Aber stimmen Sie doch jetzt für 60 Prozent, und helfen Sie dabei mit, dem Antrag der Mehrheit der Kommission zuzustimmen. Die Minderheiten I (Addor) und II (Glättli) lehnt die Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP ab.

Fridez Pierre-Alain (S, JU): Ce débat est très intéressant; nous vivons de grands moments. Le sujet, c'est l'achat de nouveaux avions de combat pour un prix, entre nous, scandaleusement élevé – 6 milliards de francs – pour des avions trop sophistiqués pour nos besoins réels.

Mais ce qui reste dans le débat maintenant, c'est une histoire de gros sous: les affaires compensatoires. En commission, lors du débat sur la question, quelqu'un a utilisé le terme de "souk". On en est là, c'est passionnant! Tout le monde veut sa part de gâteau, sa part du festin: les milieux économiques, représentés ici surtout par le groupe libéral-radical, qui fera une proposition à 80 pour cent; diverses officines qui travaillent un petit peu pour nous expliquer à quel point c'est important de monter au maximum les affaires compensatoires; et maintenant les cantons.

Les chiffres sont clairs: dans le domaine des "offsets", 20 pour cent, c'est acceptable; c'est véritablement en rapport avec l'objet et cela donne aux industriels suisses les compétences pour le faire perdurer. Quarante pour cent supplémentaires, cela peut être en rapport avec de l'armement; c'est déjà un peu de l'arrosage, mais voilà, nous pouvons l'admettre. Le surplus, c'est de l'arrosage pur et simple, c'est un subventionnement peu transparent de l'industrie, qui est sans rapport avec la défense du pays.

Certains, à droite, sont prêts à détourner de l'argent prétendument destiné à la défense et à la sécurité du pays. Je m'explique: la somme maximum possible, c'est 6 milliards de francs. Si on veut s'offrir des "offsets", il faut les payer; si on veut dépenser de l'argent pour des "offsets" qui n'ont rien à voir avec un objet de sécurité, cet argent doit être pris sur cette manne, donc c'est autant qu'on n'aura pas pour la défense du pays. Car, quand on décide de prendre des "offsets", les prix au départ sont augmentés, et de l'argent est ainsi prévu pour l'arrosage, comme on l'a dit tout à l'heure.

Et, pire encore, on a entendu M. Addor, avant, qui nous a expliqué à quel point c'était important de monter au maximum les pourcentages d'"offsets", parce que l'arrosage pourra servir, indirectement ou directement, à acheter des voix, à solliciter l'industrie pour qu'elle se batte en faveur de ce projet, à faire en sorte que les gens, dans les régions romandes notamment, aient vraiment envie de ces avions, parce que cela va donner un petit peu de travail à quelques industries.

Les "offsets", c'est une hausse des coûts d'acquisition, c'est aussi un miroir aux alouettes. Lors de l'acquisition des F/A-18, en 2007, le Contrôle des finances avait dit que les "offsets" ne s'élevaient pas à 100 pour cent, mais à environ 50 pour cent.

En Suisse, on veut subventionner, aider, l'industrie d'armement. Notre industrie d'armement, il n'en reste que quelques vestiges. Tout le matériel militaire que l'on veut acheter vient véritablement de l'étranger. C'est un subventionnement sans contrôle.

L'idéal, selon le groupe socialiste, serait une part d'affaires compensatoires de zéro. Une part de 20 pour cent pourrait être admise. Mais nous sommes pragmatiques, nous avons fait une proposition qui autoriserait 60 pour cent, parce que c'est le jeu avec le Conseil des Etats. Je pense que, dans notre assemblée, aujourd'hui, il y a une majorité favorable à 60 pour cent. Ce n'est pas parfait, mais c'est mieux que le pire.

Dobler Marcel (RL, SG): Wir befinden uns nun in der ersten Runde der Differenzbereinigung. Die einzige verbleibende Differenz betrifft die Offset-Geschäfte.

Ich möchte die Wichtigkeit dieses Planungsbeschlusses für die Sicherheit unseres Landes aus Sicht der FDP-Liberalen betonen: Es geht um nicht mehr und nicht weniger als die Sicherheit unserer Bevölkerung. Der Finanzierungsrahmen von 6 Milliarden Franken, die Beschaffung bis 2030 und der Verteilschlüssel der Offset-Geschäfte bezüglich der verschiedenen Landesteile werden politisch breit unterstützt. Vor einer Woche sind wir im Nationalrat dem Antrag des Bundesrates auf 60 Prozent Offsets gefolgt, haben aber den Verteilschlüssel bezüglich der Landesregionen aufgenommen; damit haben wir zur Version des Ständerates mit 100 Prozent Offsets eine Differenz geschaffen. Der Ständerat hat nun einen Kompromissvorschlag mit 80 Prozent Offsets gemacht. Wie bereits in meinem Votum vor einer Woche erwähnt, wird die FDP-Liberale Fraktion



diesen Kompromiss unterstützen.

Die 60 Prozent Offsets, welche aus 20 Prozent direkter Offsets und 40 Prozent Offsets in der Sicherheitsindustrie bestehen, sind grossmehrheitlich unbestritten. Sie entsprechen dem maximal Möglichen und sind wichtig für die Schweiz, da sie die Unabhängigkeit der Schweiz rund um den Betrieb, die Wartung und auch den Wissenstransfer fördern.

Die zentrale Frage bei der verbleibenden Differenz lautet also: Wie wichtig ist der Schweiz die Auftragsverteilung bezüglich der verschiedenen Landesteile? Definiert sind: 65 Prozent in der Deutschschweiz, 30 Prozent in der Welschschweiz und 5 Prozent im Tessin. Natürlich gibt es in der Welschschweiz hervorragende Firmen der Rüstungsindustrie, die meisten befinden sich aber in der Deutschschweiz und stehen in direkter Konkurrenz zu den Firmen in der Welschschweiz. Bei 60 Prozent Offsets ist es unklar, ob der vorgesehene Verteilschlüssel eingehalten werden kann. Es soll ja auch bei den günstigen Firmen eingekauft werden. Eine Erhöhung der Offsets ausserhalb des Sicherheitsbereichs stellt die Einhaltung des Verteilschlüssels sicher. Es ist klar, dass die Offset-Geschäfte ausserhalb des Sicherheitsbereichs die Beschaffung verteuern. Gleichzeitig verbessern sie aber die Aussenhandelsbilanz, schaffen Arbeitsplätze und führen dazu, dass die entsprechenden Angestellten und Firmen Steuern bezahlen.

Obwohl diverse Zahlen im Umlauf sind und die Wahrheit bei den Schätzungen wohl in der Mitte liegt, ist aus Sicht der Schweiz ein Nullsummenspiel ohne negative Auswirkungen zu erwarten. Die Vorteile überwiegen. Es geht also um einen sinnvollen Kompromiss, der die Gesamtinteressen der Schweiz und die Interessen der Landesregionen berücksichtigt.

Ich bitte Sie im Namen der FDP-Liberalen Fraktion, dem Kompromiss des Ständerates und damit Offsets von 80 Prozent zuzustimmen: für eine angemessene Berücksichtigung der Landesteile, für eine Förderung des Wissenstransfers zum Schutz der Bevölkerung und für die Einhaltung des Verfassungsauftrags.

AB 2019 N 2271 / BO 2019 N 2271

Gmür Alois (M, SZ): Kollege Dobler, Sie sind doch eigentlich generell für weniger Subventionen. Sie sind gegen Subventionen in der Landwirtschaft. Sind das nicht auch Subventionen, die wir bereit sind zu zahlen, wenn wir möglichst viele Offsets beantragen?

Dobler Marcel (RL, SG): Es ist eine Anerkennung des Anliegens der welschen Kantone, der Sorge, dass dieser Verteilschlüssel nicht eingehalten werden kann. Das habe ich in meinem Votum erwähnt. Es ist auch nicht so, wie Herr Glättli vorhin erwähnt hat, dass das Volk mehr Offsets stärker würdigt. Bei der Gripen-Abstimmung waren 100 Prozent Offsets angedacht, und die Vorlage wurde klar von den Welschen abgelehnt. Es ist also sicher eine kleine Wirtschaftssubvention; das ist so, das muss man offen sagen. Es ist aber auch so, dass sie von den Kosten her zurückkommt. Es gibt diverse Hinweise, es gibt sogar Studien von Universitäten, die besagen, dass sie unter dem Strich Einnahmen generiert. Und ja, die Gesamtvorteile überwiegen damit.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je vous informe que le groupe UDC soutient la majorité.

Flach Beat (GL, AG): Eigentlich geht es hier um Sicherheitspolitik. Eigentlich haben wir dieses Geschäft mit der Frage begonnen: Brauchen wir neue Kampfflugzeuge, um die Luftpolizei sicherzustellen und allenfalls auch genügend strategische Mittel in der Luft zu haben, wenn es dann mal tatsächlich etwas Stärkeres und Robusteres braucht? Gelandet sind wir bei einem angeblichen Kompromissvorschlag – nein, seien wir ehrlich: Es ist jetzt einfach ein Geschacher! Es ist ein Geschacher um Offset-Geschäft, um Gegengeschäfte geworden. Es wird gar nicht mehr über Sicherheitspolitik diskutiert. Wir sprechen darüber, ob man jetzt 60 Prozent, 80 Prozent oder – diesen Wunsch gab es sogar – 100 Prozent Offset bei diesen 6 Milliarden Franken machen soll.

Ich verstehe hier jetzt, ganz ehrlich gesagt, auch die FDP-Liberale Fraktion nicht, die argumentiert, dass das schon eine gewisse Förderung sei. Natürlich ist es eine Förderung der Industrie! Das ist Industrieförderpolitik oder Industriesubventionierungspolitik, die Sie jetzt hier zu betreiben beginnen. Und da reden wir nicht von wenig, da reden wir, wenn wir eine Verteuern von 10 Prozent nehmen, von 600 Millionen Franken. 7 bis 15 Prozent sind ungefähr der "range", um wie viel es eine Beschaffung teurer macht, wenn wir Offset mit einplanen. Für 600 Millionen Franken könnte man wahrscheinlich eine ein bisschen bessere Ausrüstung besorgen. Auf jeden Fall ist es nicht so, dass unsere Wirtschaft es benötigt, von uns irgendwie Brosamen zu erhalten. Es mag einzelne Firmen und Industriezweige geben, die tatsächlich auf die Türöffner durch die Offset-Geschäfte angewiesen sind. Das verhehlen wir nicht! Das ist tatsächlich in der Vergangenheit so gewesen, das kann in der Zukunft auch so sein. Es darf aber nicht sein, dass wir jetzt quasi auf dem Buckel eines Rüstungsgeschäfts –



falls wir der Meinung sind, wir brauchen neue Flugzeuge, und die Grünliberalen sind der Meinung, wir brauchen neue Flugzeuge für die Zukunft – dann einfach noch irgendwelche Regionalförderpolitik machen. Dies wäre im Sinne von: Ja, jeder kann sich jetzt die Ärmel hochkrempeln, und der Sturm aufs kalte Buffet soll jedem genau gleich viel auf den Teller bringen. Nein – es geht um Wettbewerb! Wenn Sie hier über Subventionen arbeiten, dann schalten Sie eben auch zu einem gewissen Teil den Wettbewerb aus.

Der Frankenschock hat bewiesen, dass genau jene Industrien, die von ihm betroffen waren, ihn mit unglaublicher Effizienz und Innovation überwinden konnten. Auch in der Rüstungsbranche sind Schweizer Firmen zuvorderst dabei – ohne dass sie vom Staat subventioniert werden. Vielmehr können sie einfach von unseren im Vergleich zu anderen Ländern hervorragenden, teilweise sogar etwas überschüssenden Rahmenbedingungen profitieren. Das sollten wir nicht einfach über den Haufen werfen.

Die grünliberale Fraktion hat von Anfang an gesagt: am liebsten null Offsets oder wenigstens nur im Rahmen dessen, was abarbeitbar ist. Wir stehen hier grosso modo bei der Minderheit II (Glättli) und werden für null Offsets respektive dann allenfalls für den Antrag der Mehrheit stimmen, aber ganz gewiss nicht für 80 Prozent oder sogar für irgendwelche Ideen von 100 Prozent.

Denn wir müssen uns im Klaren darüber sein: Die Flugzeuge sind eine Beschaffung, über die wir im Moment gerade diskutieren. Bodlup kommt auch, und bei Bodlup ist es so, dass von Anfang an 100 Prozent Offsets in den Papieren stehen. Letztlich kommen noch mehr Beschaffungen auf uns zu, bei denen ebenfalls wieder von über 100 Prozent Offsets gesprochen wird. Das kann unsere Industrie dann gar nicht mehr abarbeiten.

Dann sind wir am Schluss dort, wo unsere österreichischen Kollegen mal gelandet sind: Am Schluss wurden Damenstrümpfe in die Offset-Geschäfte eingerechnet, weil man einfach nicht mehr gewusst hat, woher man etwas nehmen sollte. Die andere Idee ist, dass man die Geschäfte quasi auf dem Kalender zurücknimmt und in der Vergangenheit nach Geschäften sucht, die man bei den Offsets hätte hinzunehmen können, und die dann in die Bücher schreibt. Damit ist auch niemandem gedient.

Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit II auf null Offsets zuzustimmen oder dann halt am Ende dieser Diskussion dem Ständerat ein gewichtiges "60 Prozent!" gemäss Mehrheit entgegenzuhalten.

Amherd Viola, Bundesrätin: Sie wissen, dass es bei diesem Geschäft um die Sicherheit der Schweizer Bevölkerung geht und nicht um Wirtschaftsförderung. Wir sprechen hier von einem Rüstungsprojekt. Sie kennen auch die Vor- und Nachteile von Offset-Geschäften. Wir haben uns letzte Woche in Ihrem Rat und vorgängig, wie auch heute nochmals, in Ihrer SiK detailliert darüber unterhalten. Ich will das nicht alles wiederholen. Nur so viel: Der Bundesrat hat sich aus guten Gründen für einen Offset-Anteil von 60 Prozent für die Beschaffung der neuen Kampfflugzeuge entschieden.

Bis anhin wurden bei Rüstungsgeschäften jeweils 100 Prozent Gegengeschäfte verlangt, was in der praktischen Umsetzung nicht immer ganz einfach war. Umso mehr ist der Bundesrat der Überzeugung, dass mit dem geplanten hohen Investitionsvolumen für Rüstungsgüter der Jahre 2023 bis 2032 eine 100-prozentige Kompensation falsch wäre. Ich muss wiederholen: Neben den neuen Kampfflugzeugen und Bodlup mit einem Investitionsvolumen von 6 bzw. 2 Milliarden Franken gibt es noch die ordentlichen Rüstungsbeschaffungen im Betrag von 7 Milliarden Franken, das heisst Versprechen eines Investitionsvolumens von 15 Milliarden Franken in zehn Jahren. Eine so hohe Beschaffung im Bereich der Rüstung hat es noch nie gegeben.

Ihr Rat hat diese Meinung des Bundesrates unterstützt und einem Offset-Anteil von 60 Prozent zugestimmt, nachdem der Ständerat im Vorfeld bei 100 Prozent hatte bleiben wollen. Nun kommt Ihnen der Ständerat im Rahmen der Differenzbereinigung einen Schritt entgegen und schlägt im Sinne eines Kompromisses 80 Prozent Offset-Anteil vor. Ich vertrete aber natürlich nach wie vor die Bundesratsmeinung, die 60 Prozent als richtig erachtet. Ich bitte Sie entsprechend, der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Ich muss in diesem Rahmen noch etwas zur Aussage von Herrn Nationalrat Jean-Luc Addor sagen. Er hat gesagt, die Spielregeln würden während des laufenden Spiels geändert. Das ist natürlich nicht zutreffend. Der Bundesrat hat im Planungsbeschluss für die neuen Kampfflugzeuge den Zahlungsrahmen und auch den Offset-Anteil festgehalten. Daran wurde nichts geändert. Es ist auch so, dass in der Rüstungspolitik des Bundes nach wie vor 100 Prozent Offsets als Regel vorgesehen sind. Das heisst für die anderen Beschaffungen, also für Bodlup und für die Beschaffungen für die Bodentruppen, dass diese weiterhin mit 100 Prozent Offsets umgesetzt werden.

Entsprechend bitte ich Sie, die Anträge der beiden Minderheiten I (Addor) und II (Glättli) abzulehnen und der Mehrheit zu folgen. Denn so, wie die Minderheit I mit 80 Prozent zu weit in die eine Richtung geht, so geht die Minderheit II mit null Prozent zu weit in die andere Richtung. Sinn und Zweck von Offsets ist nämlich die Stärkung der sicherheitsrelevanten Technologie- und Industriebasis unseres Landes. Die



AB 2019 N 2272 / BO 2019 N 2272

Stärkung dieser Industrie, die für die Sicherheit der Bevölkerung wichtig ist, kann mit geringen Mehrkosten bewirkt werden. Was aber darüber hinausgeht und mit Sicherheit nichts mehr zu tun hat, das ist aus Sicht des Bundesrates und auch der Mehrheit nicht zu rechtfertigen.

Entsprechend bitte ich Sie, der Mehrheit und damit dem Antrag des Bundesrates auf 60 Prozent zu folgen.

Hurter Thomas (V, SH), für die Kommission: Es wurde erwähnt: Es geht hier eigentlich um Sicherheitspolitik. Wir sind jetzt an einem Punkt, an dem man von einem Basar spricht. Ich muss Ihnen aber sagen: Das ist kein Basar, den wir in der Kommission gemacht haben. Es ist eine Annäherung an die Realität, und dort ist es so, dass es manchmal halt eine etwas grössere oder eine etwas kleinere Bereitschaft gibt und man sich am Schluss irgendwo findet.

Die Mehrheit der Kommission hat Folgendes beschlossen: Wir wollen erstens eine regionale Aufteilung, wie sie der Ständerat vorschlägt, also 65 Prozent Deutschschweiz, 30 Prozent Welschschweiz und 5 Prozent italienischsprachige Schweiz. Zweiter Punkt: Eine Mehrheit der Kommission will Offsets, das heisst sicherheitsrelevante und nicht irgendwelche Offsets, damit auch möglichst viel Geld für diese Vorlage übrig bleibt. Das ist ganz wichtig.

Wie ist die Mehrheit der Kommission nun aber auf diese 60 Prozent gekommen? Ich komme nachher auf die welschen Kantone zu sprechen. Die Mehrheit der Kommission ist aus zwei Gründen auf 60 Prozent gekommen: Der eine Grund ist, dass das Gesamtvolumen für diese Zeit – wir sprechen von den Jahren 2023 bis 2032 – 15 Milliarden Franken beträgt. Das heisst, dass nochmals 2 Milliarden Franken für Bodluf und nochmals 7 Milliarden Franken für das Heer dazukommen und dass das alles auch irgendwo kompensiert werden muss.

Jetzt kommt der zweite Grund: Wir wollen Kompensationsgeschäfte, die nachvollziehbar sind, die aufgezeigt werden können und vor allem sicherheitsrelevant sind. Das hat die Kommission dazu geführt, dass wir zu diesen 60 Prozent Ja gesagt haben. Bezüglich der Kosten, das wurde auch nochmals ausgeführt, lautete die Frage: Wann sind Offsets am teuersten bzw. wann kostet die ganze Vorlage viel? Das ist dann der Fall, wenn der direkte Anteil sehr hoch ist. Hier hat man es bei den 20 Prozent belassen.

Die Minderheiten wurden bereits begründet; die eine will keine Mehrkosten. Es ist klar, dass die Null-Prozent-Variante, wie sie von Herrn Glättli ausgeführt wurde, bedeutet, dass man keine Kampfflugzeuge will – dann muss man einfach auf null gehen. Herr Glättli hätte auch mit 100 Prozent kommen können, aber das wäre fadenscheinig gewesen. Deshalb machen Sie uns hier auch keine Freude, Herr Glättli.

Jetzt zu einer weiteren Bemerkung, die wir in der Kommission besprochen haben: Wir haben einen Brief von der Volkswirtschaftsdirektorenkonferenz der Westschweiz erhalten, die uns bittet, 100 Prozent Offsets zu veranlassen. Gut, man ist jetzt bei 80 Prozent. In diesem Brief finden Sie zwei Dinge nicht. Zum einen finden Sie den Zeitraum nicht. Diese Direktoren sprechen nämlich nur von diesen 6 Milliarden, sie vergessen aber, dass es um 15 Milliarden Franken geht. Zum andern, das ist ganz wichtig, möchte ich vor allem die bürgerlichen welschen Kollegen erinnern: Bei der Gripen-Abstimmung hatten wir 100 Prozent Offsets, und die welschen Kantone haben die Vorlage trotz 100 Prozent abgelehnt. Das heisst natürlich für mich, der ich ein Befürworter bin und hier die Kommissionsmehrheit vertrete, dass diese Direktoren dann schon gefordert sind, auch wenn es dann vielleicht nur 80 Prozent sind. Aber man hat ja schon bei 100 Prozent abgelehnt, und das heisst, hier braucht es ein überdurchschnittliches Engagement.

Die Kommission hat die 60 Prozent gegen 80 Prozent ausgemehrt und den 60 Prozent mit 20 zu 5 Stimmen zugestimmt. Den 60 Prozent wurde dann in der Gegenüberstellung mit null Prozent mit 15 zu 9 Stimmen zugestimmt.

Ich bitte Sie also, hier bei der Kommissionsmehrheit, bei diesen 60 Prozent, zu bleiben. Das ist umsetzbar.

Cattaneo Rocco (RL, TI), per la commissione: Intanto bisogna dire che un primo obiettivo importante è stato raggiunto ossia quello di sostenere questo progetto dell'acquisto degli aerei da combattimento fino ad un massimo di 6 miliardi di franchi. Su questo punto importantissimo tutte due le Camere sono d'accordo.

Adesso il tema degli affari di compensazione, degli offset: sarebbe peccato se questo tema strapazzasse ulteriormente il progetto. Innanzitutto bisogna dire che questi affari compensatori non sono sovvenzioni, su questo punto devo contraddire diversi colleghi. Poi occorre dire che la normale prassi del Consiglio federale, quando si tratta di acquistare degli armamenti all'estero, è una compensazione al 100 per cento, perché lo scopo principale di questi offset – e non è certo una novità – è quello di tenere in Svizzera il sapere della sicurezza; poi, in secondo luogo, si tratta anche di promuovere l'industria.

Comunque, noi l'ultima volta avevamo sostenuto la linea del Consiglio federale, 60 per cento, contro il 100 per cento degli Stati. Poi, in un secondo tempo, gli Stati sono scesi all'80 per cento. In occasione di un'ulteriore



riunione la nostra Commissione della politica di sicurezza ha deciso a maggioranza, in un primo tempo, con 20 voti contro 5, di sostenere la proposta del Consiglio federale per il 60 per cento contro la proposta Addor per l'80 per cento, e in un secondo tempo di sostenere, con 15 voti contro 9, la proposta per il 60 per cento contro la proposta Glättli per lo zero per cento. Questa è la decisione della maggioranza della commissione che vi preghiamo di sostenere.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 19.039/19835)

Für den Antrag der Mehrheit ... 144 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 40 Stimmen

(9 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 19.039/19836)

Für den Antrag der Mehrheit ... 117 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 75 Stimmen

(2 Enthaltungen)

AB 2019 N 2273 / BO 2019 N 2273